

Monsieur le président,

Vous n'ignorez pas l'importance que le Canada attache à la concertation entre les chefs d'État et de gouvernement ayant en commun l'usage du français sur les grands problèmes politiques et économiques de l'heure. Le Canada appartient à de nombreux regroupements d'États, qu'il s'agisse de la Francophonie, du Commonwealth, du Groupe de Cairns sur l'agriculture, des grandes instances multilatérales de l'ONU et de la plupart des institutions régionales politiques, économiques et financières. Ce réseau dense de liens institutionnels nous convainc que la concertation au plus haut niveau, entre dirigeants d'origines les plus diverses mais profondément soucieux du bien commun, est vitale pour le progrès de l'humanité.

Ainsi, au fil des Sommets - nous abordons le quatrième déjà - nos chefs d'État et de gouvernement ont pris l'habitude et le goût de se parler entre eux et de définir des positions communes au sein de l'espace francophone. Ils ont appris à connaître et à apprécier les différents points de vue de tous et chacun sur des questions de première importance et je crois ne pas me tromper en affirmant qu'il se dégage une communauté de vue croissante entre pays et peuples de la francophonie. C'est salubre et même essentiel à une époque où les grands équilibres sont remis en cause et, qu'à l'horizon, se présentent de nouvelles possibilités aussi bien que se profilent de nouveaux dangers.

On m'a fait l'honneur de me demander d'évoquer la situation économique que nous soumettrons à l'attention de nos chefs d'État. Je le fais avec d'autant plus de plaisir que les textes qui sont devant vous sont le fruit d'un travail en commun d'experts de bon nombre de pays dans cette salle.

Le phénomène de la mondialisation ou de l'interdépendance économique globale est en train de modifier profondément la nature des relations entre pays développés et pays en voie de développement. Il y a des tendances contradictoires dans les évolutions économiques auxquelles nous assistons et il nous faut prendre un peu de recul si nous voulons véritablement infléchir le cours de l'histoire en faveur des pays défavorisés.

La situation économique mondiale est marquée de paradoxes : le monde en développement a réalisé des progrès considérables au cours des trois dernières décennies. De 1965 à 1985, les revenus, la consommation, l'espérance de vie et l'éducation ont grimpé alors que déclinait la mortalité infantile. Pourtant, aujourd'hui, plus d'un milliard de gens vivent encore dans la pauvreté et cette statistique brutale, presque indécente, n'épargne pas les pays du sud de la francophonie. En outre, elle s'accompagne d'un cortège de maux bien connus comme l'insuffisance alimentaire, l'endettement, la dégradation de